

Signataires : Francisco Taboada, Raphaël Dunand, Masha Alimi, Jacques Blondin

Date de dépôt : 25 novembre 2025

Proposition de motion

pour l'accessibilité autonome, confidentielle et anonyme au vote pour les personnes malvoyantes et non voyantes

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que la Constitution fédérale (art. 8 et 34) et la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) garantissent l'égalité de traitement et l'accès sans discrimination, autonome et confidentiel aux droits politiques pour toutes les personnes en situation de handicap ;
- que la politique fédérale du handicap 2023-2026 et la LHand confirment la responsabilité des cantons de concrétiser cette participation dans leurs dispositifs électoraux ;
- que, selon les statistiques (OFS 2022), la question de l'accessibilité des droits politiques concerne une part significative de la population genevoise ;
- que l'accès effectif au vote est un élément central d'inclusion et de citoyenneté, et que son entrave crée une rupture de confiance avec les institutions ;
- que l'exemple du gabarit tactile de vote mis en place par le canton de Zurich constitue un standard national d'harmonisation ;
- qu'il est cohérent que Genève, engagé de longue date pour les droits humains, se positionne comme le premier canton romand pilote en matière d'accessibilité au vote pour les personnes en situation de handicap visuel,

invite le Conseil d'Etat

- à mettre en place des dispositifs de vote accessibles pour les personnes malvoyantes et non voyantes, en harmonisant les pratiques avec les standards fédéraux (dont l'exemple zurichois), notamment via un gabarit tactile de vote élaboré avec les associations spécialisées, et en étudiant l'introduction progressive de solutions électroniques accessibles garantissant sécurité et secret du vote ;
- à inscrire ces mesures dans une stratégie cantonale de participation politique inclusive, conforme à la CDPH, à la LHand, aux programmes fédéraux 2023-2026 et au droit cantonal, en coordination avec les organisations représentatives du handicap visuel ;
- à assurer information, formation et accompagnement des communes et des services électoraux, et à présenter dans les douze mois un rapport au Grand Conseil comprenant l'état des lieux, les options techniques, le calendrier de mise en œuvre (tests pilotes compris) et l'estimation des coûts et cofinancements.

EXPOSÉ DES MOTIFS

I. Impératif démocratique et juridique

La présente motion répond à une nécessité de garantir l'égalité de traitement et l'accès sans discrimination à l'exercice des droits politiques pour l'ensemble de la population genevoise.

Ce principe est solidement ancré dans le droit national et international :

- La Constitution fédérale suisse garantit l'égalité (art. 8) et la pleine jouissance des droits politiques (art. 34) ;
- La Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) consacre le droit des personnes en situation de handicap à participer à la vie politique et publique sur la base de l'égalité (art. 29).

L'accessibilité effective, autonome et confidentielle au vote pour les personnes malvoyantes et non voyantes est un élément central de l'inclusion. L'entrave à ce droit pour une partie de la population compromet le lien de confiance avec les institutions.

II. L'Enjeu démographique à Genève

L'enjeu de cette motion est loin d'être marginal : selon l'Enquête suisse sur la santé 2022 de l'OFS, 2,1% de la population présente une limitation importante ou complète de la vue. Appliquée à la population cantonale, cette prévalence représente entre 10 000 et 11 000 personnes potentiellement concernées.

Cette réalité touche également les proches, les familles et les accompagnants, faisant de la question de l'accessibilité des droits politiques une préoccupation pour une part significative des citoyennes et citoyens. L'inaction sur ce point constitue un déficit démocratique que le Grand Conseil est invité à combler.

III. Harmonisation et positionnement comme canton pilote

La Confédération encourage les cantons à concrétiser la participation politique inclusive. Le canton de Zurich a déjà développé un gabarit tactile de vote (« *Abstimmungsschablone* ») pour les votations fédérales, créant un standard national.

Il est cohérent que Genève, en tant que canton urbain, siège d'organisations internationales et engagé de longue date pour les droits

humains, se positionne comme le premier canton romand pilote en matière d'accessibilité au vote.

IV. Stratégie d'action globale

L'invitation adressée au Conseil d'Etat vise à mettre en œuvre une stratégie cantonale globale de participation politique inclusive, conforme à la CDPH, à la LHand et aux programmes fédéraux.

Les mesures demandées s'articulent autour de trois axes principaux :

1. Dispositifs physiques immédiats : La mise en place d'un gabarit tactile de vote (incluant braille et repères) pour le remplissage autonome des bulletins papier.
2. Innovation future : L'étude et l'introduction progressive de solutions électroniques ou numériques accessibles, garantissant impérativement la sécurité et le secret du vote.
3. Organisation et pérennité : La mise en œuvre d'actions d'information et de sensibilisation (formation des services électoraux et communication aux communes et citoyens), ainsi que la production d'un rapport détaillé sous douze mois comprenant un état des lieux, un calendrier de mise en œuvre et une estimation des coûts et cofinancements.

L'objectif de cette motion est d'assurer une intégration durable de l'accessibilité au cœur de nos processus démocratiques, permettant à chaque citoyen genevois d'exercer son droit de vote de manière autonome, confidentielle et anonyme.